BILLET D'ACTUALITÉ

L'Union européenne menacée de l'intérieur

Par Philippe COSTE, ancien Ambassadeur

- ***Un cycle électoral sans précédent appellera aux urnes plus de la moitié de la population de l'Union d'ici fin 2027.***
- ***Partout en Europe, la droite dure progresse et le centre droit envisage de partager le pouvoir avec elle.***
- ***Si les coalitions et les disciplines européennes limitent les ambitions de ces partis, le délai avant qu'elles ne jouent pleinement pourrait ouvrir une période de turbulences.***

Des élections législatives anticipées vont se dérouler en Espagne le 29 novembre 2026. Elles marqueront le début d'un cycle électoral d'une ampleur sans précédent puisqu'en l'espace de douze mois, **au moins quatre des cinq plus grands Etats membres de l'Union européenne auront été appelés aux urnes** – outre l'Espagne, ce sera le cas de la France, de l'Italie et de la Pologne – ainsi que quatre autres Etats plus petits, l'Estonie, la Finlande, la Grèce et la Slovaquie. Ensemble, avec moins du tiers des Etats membres, c'est plus de la moitié de la population de l'Union qui sera invitée à voter avant la fin de 2027. A quoi, on peut ajouter trois élections régionales en Allemagne programmées pour avril, mai et septembre prochains.

Cette succession d'élections va immanquablement affecter l'UE en concentrant l'attention des gouvernements nationaux sur les sujets de politique intérieure au détriment des débats européens. **Les dirigeants vont être moins disposés à se prêter à des compromis sur les questions épineuses** de peur d'être accusés, en campagne, de trahir l'intérêt national. Le débat budgétaire sur la détermination des fonds à affecter aux politiques communes, ouvert précisément en ce moment, se présente déjà comme particulièrement tendu.

Mais un autre trait frappant qui caractérise ce cycle électoral concerne la similitude des tendances dans les différents pays concernés. **Partout on anticipe un net glissement vers la droite** et partout, les partis de centre droit envisagent la possibilité d'enterrer les scrupules de naguère et de sauter le pas du partage du pouvoir avec l'extrême droite. Déjà, en Italie et en République Tchèque, des partis populistes fortement marqués à droite dirigent le pays. En Finlande et en Slovaquie, l'extrême droite est associée au gouvernement. En Suède, elle le soutient sans y participer. En outre, dans les dernières années, de nouveaux partis d'extrême droite ont fait leur apparition. C'est le cas de Vox en Espagne, parti d'extrême droite traditionaliste, qui pourrait bien entrer dans un gouvernement conduit par le Parti Populaire, lui-même nettement marqué à droite. C'est le cas en Italie d'« Avenir National » de l'ancien général pro-russe Roberto Vannacci qui déborde à droite les « Frères d'Italie » de Giorgia Meloni. C'est aussi le cas en Pologne avec « la Konfederacja » et « la Confédération de la Couronne polonaise (KKP) », deux mouvements issus, en plus radical voire xénophobe et antisémite, du parti nationaliste Droit et Justice (PiS), lequel s'est scindé en deux cet été et perd massivement des soutiens à leur profit. On peut aussi rattacher à ce mouvement la montée de l'AfD en Allemagne qui va prendre la tête du gouvernement en Saxe-Anhalt et pourrait bien connaître d'autres succès aux élections régionales de 2027. Au total, et malgré l'échec il est vrai retentissant de Viktor Orbán en Hongrie, **la droite dure toutes tendances confondues a nettement le vent en poupe en Europe ces temps-ci.**
Cette évolution correspond à des tendances de fond de la société sur notre Continent. Le vieillissement de la population conduit souvent au repli sur soi et nourrit souvent le conservatisme. Les classes d'âge plus jeunes n'ont plus la fidélité de leurs aînées pour les partis politiques établis et la volatilité

électorale qui s'ensuit donne prise aux messages les plus simples, voire les plus simplistes. L'incapacité des gouvernants à trouver des réponses convaincantes à des problèmes aussi divers que l'immigration ou la détérioration des services publics ainsi qu'aux laissés-pour-compte de la mondialisation joue dans le même sens. A quoi s'ajoute l'influence du « trumpisme » et l'action délibérée de l'administration américaine.

Si la droitisation de l'opinion est évidente, ses effets, à ce stade, doivent encore être nuancés. En matière d'immigration, la pente est particulièrement forte : tous les partis, de la droite modérée à la droite la plus extrême, demandent une sévérité accrue et ne se différencient que sur le degré de la sévérité. Sur l'Union européenne, l'image de « Bruxelles » reste associée au libéralisme, à la mondialisation et à des élites anonymes dépourvues de racines. **Il ne s'agit certes plus de quitter l'Union mais** l'intention affichée par plusieurs, notamment par le Rassemblement National en France, **revient à la miner de l'intérieur.** Quant au soutien ou non à l'Ukraine, un débat dangereux est ouvert. Giorgia Meloni a pris fermement position pour le soutien mais le RN et plus nettement encore l'AfD entendent y mettre fin. Dans l'hypothèse où l'un ou l'autre des grands partis radicaux parviendrait au pouvoir dans les prochains mois, il faut craindre qu'en s'encourageant mutuellement, ils n'exercent les uns sur les autres un effet d'entraînement propre à radicaliser encore leurs positions.

Divers observateurs font valoir qu'il existe quand même de solides garde-fous.

- Le système électoral fondé sur la représentation proportionnelle dans la plupart des pays européens oblige à former des gouvernements de coalitions dans lesquelles les partis d'extrême droite sont forcés de revoir à la baisse leurs ambitions. C'est ce qu'on a vu récemment aux Pays-Bas et en Autriche : ici, le PVV de Geert Wilders a dû quitter le gouvernement au bout de six mois ; là, le FPÖ n'est même pas parvenu à former la coalition espérée. On pourrait bien revoir ce schéma fonctionner, notamment lors des élections régionales allemandes de 2027.

- Les disciplines européennes – et au delà, celles qui peuvent être imposées par « les marchés » – vont sans doute amener les iconoclastes de l'Union à y regarder à deux fois avant de passer à l'acte.

Le pire n'est certes jamais sûr mais **le danger tient sans doute principalement au délai.** Entre le moment où un ou plusieurs partis d'extrême droite arrivent au pouvoir et le moment où ils sont obligés de s'assagir, il peut se passer beaucoup de choses, y compris des turbulences graves, grosses d'effets durables à long terme. Par exemple une crise de l'euro consécutive à la dette française qui pourrait mettre en danger la cohésion même de l'Union. Ou encore un affaiblissement de l'Ukraine qui ne manquerait pas d'accompagner celui de l'Union et qui pourrait bien aboutir à une paix bâclée c'est à dire à un bond en arrière de la souveraineté de notre continent.

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur